

Université, Recherche : *nous sommes tous concernés !*

Chaque année, les Universités proposent à plus d'un million d'étudiants (y compris les plus modestes, pour le moment...) un accès à une formation de qualité, adossée à une recherche de pointe. Elles forment à des professions aussi variées que techniciens ou chercheurs, médecins ou professeurs des écoles, employés ou cadres.

Tous les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur ont été profondément choqués par la provocation du discours du président et en dénoncent les mensonges. Ils souhaitent alerter l'opinion publique des dangers des réformes imposées.

DES MENSONGES pour faire passer les « réformes »

- « Les universitaires et chercheurs refusent les réformes » : **FAUX !**
- « Les universitaires ne sont pas et ne veulent pas être évalués » : **FAUX !**
- « Le budget de la recherche augmente » : **FAUX !**
- « Les organismes de recherche tel le CNRS sont de mauvaise qualité » : **FAUX !**
- « Le ministre prétend améliorer la formation des maîtres : **FAUX !**
- « L'université est responsable du chômage » : **FAUX !**

Les DANGERS de ces « réformes »

La philosophie de toutes ces réformes c'est le démantèlement du service public instituant la concurrence à tous les niveaux : personnels, étudiants, universités, organismes de recherche. Ces contre-réformes instaurent un climat malsain, menacent des libertés fondamentales, et génèrent une précarité insupportable. A terme, elles menacent l'accès de tous à l'Université.

Rejoignez nous dans les manifestations !
Ecrivez aux élus (maires, députés, sénateurs..) et aux médias et faites leur savoir que vous soutenez le mouvement.

☞ voir au verso pour plus d'infos

- Reproduction libre. Les personnels et étudiants mobilisés, avec l'intersyndicale (CGT, FSU, CNT, Solidaires, FO, UNEF, FSE) élargie (SLR) -

DES MENSONGES pour faire passer les réformes

- « Les universitaires et chercheurs refusent les réformes » : FAUX !

Nous déplorons que les réformes que nous avons proposées n'aient jamais été considérées. Nous refusons celles du gouvernement qui détériorent la qualité du service public.

- « Les universitaires ne sont pas et ne veulent pas être évalués » : FAUX !

Nous passons déjà (et c'est normal) une partie importante de notre temps à faire évaluer nos projets et nos travaux scientifiques par nos pairs.

- « Le budget de la recherche augmente » : FAUX !

Avec 1030 suppressions d'emplois, on ne peut pas dire que les moyens augmentent. Tous calculs faits, l'augmentation du budget de la recherche est inférieure à l'inflation. De plus, selon les statistiques 2008 de l'OCDE, la dépense par étudiant de l'enseignement supérieur de la France est en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE.

- « Les organismes de recherche tel le CNRS sont de mauvaise qualité » : FAUX !

Le CNRS est 1^{er} au rang Européen et 4^{ème} au rang mondial. Plusieurs prix Nobel récents sont issus du système actuel associant les universités et les organismes de recherche.

- « Le ministre prétend améliorer la formation des maîtres : FAUX !

Le ministre annonce un recrutement à bac+5 : or, on passe aujourd'hui les concours à bac + 4, avec une année de formation en alternance, année supprimée par la réforme.

- « L'université est responsable du chômage » : FAUX !

L'université n'est pas responsable de la délocalisation des emplois industriels, ni des frasques des traders, ni de la suppression des emplois publics.

Les DANGERS de ces réformes

La logique de toutes ces réformes c'est le démantèlement du service public instituant la concurrence à tous les niveaux : personnels, étudiants, universités, organismes de recherche. Ces contre-réformes instaurent un climat malsain, menacent des libertés fondamentales, et génèrent une précarité insupportable. A terme, elles menacent l'accès de tous à l'Université.

***Au niveau des universités**

Alors que la recherche doit s'appuyer de plus en plus sur la collaboration entre laboratoires de plusieurs universités et organismes, la compétition entre universités pousse les acteurs à se battre entre eux plutôt qu'à coopérer dans une direction commune.

***Au niveau des personnels**

La concurrence entre les personnels favorise l'individualisme et dessert l'intérêt collectif. La précarité croissante, notamment chez les personnels non-enseignants, en plus d'être un moyen de pression, est un moyen de contrôle et de censure.

***Au niveau des étudiants**

Le financement « à la performance » va créer un système d'universités à plusieurs vitesses qui fait craindre une augmentation des frais de scolarité (Sciences-Po: + 64% !!!). La régionalisation des diplômes remet en cause leur reconnaissance dans les conventions collectives nationales. La diminution des bourses sur critères sociaux ne va pas améliorer globalement le niveau, mais va accroître la sélection par l'argent. A terme, c'est l'accès pour tous à l'université qui est menacé.

Pour continuer à vous informer, via Internet, tapez « universités en lutte » dans un moteur de recherche.